

LE COURRIER DE L'EURE

897 mots

mercredi 15 mai 2019

-



Eure

Le mal-être des enseignants et directeurs enfin exprimé

Mardi dernier, enseignants et directeurs d'école ont profité de la présence de Nicole Duranton, sénatrice, pour exprimer leurs inquiétudes quant au projet de loi Blanquer.

Depuis le début de la contestation contre la loi Blanquer, on avait peu entendu le point de vue des enseignants et des directeurs d'école. Devoir de réserve oblige, ils devaient, jusqu'alors, « **ne rien dire** » et « **encaisser** ». Mais mardi soir dernier, 7 mai, à la mairie de Routot (la ville a mis à disposition une salle), ceux du bassin de Pont-Audemer se sont exprimés. Haut et fort, malgré les pressions qu'ils reçoivent de leur hiérarchie. Et rien, pas même la sénatrice Duranton, invitée pour répondre à leurs questions sur le texte de loi, n'a réussi à les rassurer sur leur avenir et celui des enfants. « **Mais au moins, ils se sont exprimés. Pour une fois, ils se sont sentis écoutés par la sénatrice. Ils en ont gros sur la patate, ça leur fait du bien de se défouler** », constatent, après la réunion, Meggie Loynel, présidente de l'association des parents d'élèves de Routot et le maire de Hauville, Guillaume Quesney.

Au bout du rouleau

S'ils sont ainsi venus en nombre (une trentaine en tout), c'est parce que ces directeurs d'écoles rurales et ces enseignants du bassin de Pont-Audemer se disent au bout du rouleau. « **Depuis des années, on change sans cesse de loi. Et on nous demande tout le temps de nous adapter. [...] La réforme des rythmes scolaires, un coup c'est 4,5 jours, le lendemain, c'est 4. [...] Les programmes scolaires ? On les change avec chaque ministre. Et tant pis si les enseignants doivent se réadapter** », s'expriment-ils d'une même voix. « **L'inclusion, dans les classes, des enfants en situation de handicap ? Tout le monde s'en fiche. On ne nous donne pas les moyens d'avoir des assistants de vie scolaire (AVS). [...] En fait, on ne nous écoute pas** ».

Alors cette année, quand le ministre Blanquer a proposé son texte de loi intitulé « **Pour une école de la confiance** », ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. « **Ce n'est pas l'école de la confiance mais l'école de la défiance, [...] une école qui ne respecte personne** ». En effet, pour les parents d'élèves, comme pour les enseignants et directeurs d'établissements, plusieurs articles du texte de loi sont bons à jeter. « **On nous parle de création d'établissements publics des savoirs fondamentaux qui regrouperaient primaires et collèges. Mais que fait-on de la dimension humaine, de la proximité qu'on retrouve dans les primaires ?** », s'agace une enseignante. « **Et des classes surchargées ? Et des jardins d'enfants qui, à terme, si on décode le texte de loi, sont voués à remplacer les écoles maternelles ?** », s'insurgent-ils.

Un problème financier

Pour tous, le fond du problème est bien financier. « **Ce sont des technocrates déconnectés du terrain qui décident pour nous. [...] Et eux, ils ne parlent que chiffres** ». Suppression de

classes, non-remplacement d'enseignants, plus d'agent administratifs dans les écoles... la liste est longue. « **Dans cette loi, on impose aux directeurs d'école d'évaluer leurs enseignants et leur donne la possibilité de les choisir. En fait, on ne veut faire qu'une chose : les faire devenir détestés pour pouvoir, plus tard, les supprimer !** » Idem pour les écoles maternelles. « **Dans le texte de loi, il est écrit que le modèle des jardins d'enfants est une alternative à l'école maternelle et, qu'aujourd'hui, il répond, en partie, aux faiblesses et aux insuffisances des maternelles. L'objectif, à terme, est bien de supprimer les maternelles pour gagner des postes !** », supposent-ils.

Après plus de deux heures d'écoute et de « **défouloir bien légitime** », la sénatrice Duranton a promis d'écrire au ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, en prenant en compte la souffrance des enseignants, directeurs d'école et parents d'élèves rencontrés mardi soir. « **J'ai été choquée de voir que près d'un enseignant ou directeur sur deux songe, aujourd'hui, à changer de métier alors que c'est un métier passion** », souffle-t-elle. Au sortir de cette réunion, une seule chose reste en effet en tête : le mal-être de ces enseignants et directeurs d'écoles rurales va de mal en pis. Souvent stigmatisés, les enseignants sont aujourd'hui désabusés de subir, d'années en années, tant de changements dans leur quotidien. « **C'est simple : à chaque gouvernement son ministre de l'Éducation, et donc sa réforme de l'Éducation nationale** », se plaignent-ils. « **Ils veulent avoir une loi à leur nom.** » Et les enfants, dans tout ça ? Pour ces professionnels, ce sont les grands oubliés de ce nouveau texte de loi. « **On utilise le bien-être des enfants pour justifier la loi. Mais, dans les faits, on s'occupe plus du portefeuille de l'État que de l'éducation de nos petits** ». Le texte de loi doit être débattu et voté au Sénat mardi 21 mai prochain.

Lucie Drieu



Ce soir-là, neuf communes étaient représentées et six « corps » de métiers différents se sont rencontrés. Tous, ont parlé d'une seule voix. De gauche à droite : Nicole Duranton, Guillaume Quesney, maire de Hauville, Céline Bourlier, Sabrina Dizi et Meggie Loynel, parents d'élèves de Hauville et Routot.

